

DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Master Droit pénal et sciences criminelles	
Caractérisation de la formation	
Intitulé de la formation	Droit pénal et sciences criminelles (nomenclature nationale)
Type de cursus	Master
Parcours	Droit pénal et psycho-criminologie forensique
Lieu(x) de la formation	Campus Croix Rouge (Reims)
Évolution de la formation	<p>(1) Renouvellement à l'identique</p> <p>(2) Renouvellement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</p> <p>(3) Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</p> <p>(4) Création issue d'une restructuration</p> <p>(5) Création ex-nihilo</p>
Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation	

Nous avons eu l'honneur d'avoir beaucoup de félicitations et encouragements dans le bilan du Hcéres.

Concernant deux des demandes qui nous ont été faites, des précisions sont nécessaires :

L'augmentation des liens avec le monde économique. Cette demande n'est pas applicable à un master qui traite de la chaîne pénale, prise en charge par le secteur public et le monde associatif et non pas par le monde économique. Pour être constructif/ve nous comprenons dès lors cette demande comme étant un encouragement à renforcer ce que nous faisons déjà avec les acteurs et institutions cibles de notre master.

En effet, nous avons des réseaux relationnels et partenariaux avec la chaîne pénale (police, gendarmerie, tribunaux des ressorts, probation, avocats, associations socio-judiciaires, etc.) très forts qui nous permettent notamment de placer des étudiants en emploi en sortie, mais aussi dès avant la fin du master et une forte réussite aux concours. Cela nous permet de proposer aux étudiants de multiples offres de stage, de réaliser des recherches, des ateliers et autres événements, etc. Nous avons naturellement l'intention de poursuivre nos efforts en ce sens, cependant, le cadre réglementaire en lien avec l'emploi du temps et les obligations d'assiduité des étudiants conduit parfois à une difficulté de trouver suffisamment d'offres de stage dans des structures bénéficiant également de vacances synchronisées sur les vacances universitaires (par ex. pour les stages en juridiction, les vacances judiciaires correspondent souvent aux périodes de suspension pédagogiques au cours desquelles les étudiants sont amenés à partir en stage).

Cependant, la réduction du nombre d'heures de cours souhaitée par l'établissement permettra de retrouver un peu de la souplesse nécessaire.

La réduction à un seul parcours aidera également en simplifiant la gestion des emplois du temps et donc en permettant de retrouver des périodes creuses pendant lesquelles les étudiants pourront avoir des activités professionnelles ou para-professionnelles.

Enfin, la banalisation du second semestre du M2 permettra aux étudiants d'occuper des stages de durée suffisante, voire d'entrer déjà en emploi.

L'inscription dans le master de professionnels en tant qu'étudiants était une réalité dans le passé lorsque les emplois du temps et l'assiduité étaient plus souples, mais est devenue plus complexe du fait des obligations d'assiduité en cours, séminaires et TD. Nous prenons donc la question en sens inverse en renforçant, dans la mesure du possible, l'insertion du master dans le monde professionnel et l'insertion professionnelle des étudiants.

À noter que nous avons un DU Criminologie et probation qui comprend une partie d'enseignements similaires au master.

Évolution du projet de la formation

Ce qui fonctionne et doit être renforcé et a été souligné positivement par le Hcéres :

L'orientation criminologique « evidence-based » (données acquises de la science internationale : EBP) du master => la dimension psycho-criminologique EBP sera augmentée par l'intervention d'enseignants étrangers vacataires dans les domaines du policing et de la psychopathologie.

Les enseignements en anglais, qui permettent un accès beaucoup plus vaste à la littérature scientifique internationale et valorisent le profil des diplômés du master sur le marché du travail, tout en contribuant au rayonnement et à l'internationalisation de l'URCA => Nous augmenterons le nombre des cours enseignés en anglais.

Les enseignements des matières pénales : À quelques exceptions près, qui sont prises en compte dans la nouvelle maquette, les matières pénales et para-pénales enseignées dans le master permettent aux étudiants de se spécialiser en vue de l'intégration professionnelle et de préparer efficacement des concours => ce point sera maintenu

Les enseignements dans des disciplines forensiques au sens large : médecine légale, police technique, psychopathologie, etc. => Cette dimension sera augmentée partiellement comme vu supra.

L'intégration d'étudiants ayant une licence en psychologie, aux côtés des étudiants en droit, a très bien fonctionné et sera poursuivie.

Ce qui ne fonctionne pas ou n'a pas fonctionné

Les deux parcours (actuellement, un parcours plus juridique et un parcours plus criminologique) empêchent la création d'un « esprit de promotion », compliquent la construction des emplois du temps, complexifient la sélection à l'entrée en M1 en créant un phénomène massif de « double candidature ». Il n'est pas pertinent car les praticiens de la chaîne pénale doivent posséder l'ensemble des compétences transmises dans le master : connaître parfaitement le cadre juridique pénal ; comprendre la délinquance (savoir l'évaluer et la traiter). L'ensemble des étudiants doit donc posséder les trois domaines majeurs : droit pénal ; criminologie ; psychologie forensique. => Un seul parcours sera créé avec l'ensemble des matières sus-évoquées, mais des choix individuels possibles à l'intérieur des unités pour redonner un peu de souplesse et permettre un renforcement de l'orientation juridique ou psycho-criminologique, selon les goûts ou projets professionnels.

Le nombre de 40 étudiants dans le master, pour lequel nous avons initialement opté pour donner une chance à un grand nombre d'étudiants s'est avéré pédagogiquement catastrophique, surtout ajouté à l'existence de deux parcours : cohésion de promotion difficilement développée, acquisition des connaissances difficile faute de pouvoir travailler suffisamment sur des mises en situation et exercices pratiques ; étudiants passifs dans une posture scolaire, etc.). => ce nombre sera réduit à hauteur de 25, compromis situé au-dessus du nombre habituel (20) que l'expérience nous a montré être un maximum absolu sur le plan pédagogique et l'entente entre étudiants.

Le très grand nombre d'options de droit privé : complique énormément la construction des emplois du temps (au point que certaines matières sont en réalité non mutualisables matériellement), est rarement au programme des concours qui concernent les étudiants du master, intéressent peu les étudiants. À noter que les masters concurrents ont supprimé purement et simplement toutes les matières de droit privé – c'est le cas par exemple de celui de Poitiers et de celui de Bordeaux => Nous limiterons donc les enseignements de droit civil aux disciplines qui sont effectivement nécessaires dans les concours.

L'absence de période suffisamment longue permettant aux étudiants de faire des stages ou d'entrer en emploi conduisent ces étudiants à devoir régulièrement renoncer à des stages très qualifiants (ex. ministère de l'intérieur ; cour pénale internationale ; service de probation ; postes Dupont-Moretti en juridiction, etc.) en emploi ou avec emploi à la clef. Par ailleurs, nous avons constaté une perte de motivation des étudiants au S2 du M2 (voir aussi ci-dessous) dont l'une des explications tient au fait que les étudiants, parvenus à la toute fin de leur parcours, ont hâte de partir sur le terrain. Pour résoudre ces difficultés => nous allons banaliser le second semestre du M2 afin de permettre aux étudiants de faire des stages pour la durée exigée (2 mois), voire au-delà en étant rémunérés ou d'occuper déjà des emplois.

L'absence de TD en M2 soulève des difficultés majeures en termes d'acquisition des connaissances. Les enseignants déplorent une perte de compétences entre le M1 et le M2 et une perte de motivation dont l'une des explications majeures (échanges entre enseignants depuis des années + conseils de perfectionnement et échanges informels avec les étudiants) tient à l'absence de ces TD. Cette absence vient de l'héritage de l'époque où la sélection se faisait en M2, lequel avait, en droit du moins, une nature surtout théorique. Aujourd'hui, la maîtrise impose de considérer les deux années comme un tout. De plus les sciences de l'éducation sont claires sur la nécessité de mise en pratique des connaissances non seulement en stage, mais également en cours => Nous créerons donc des TD au S1, dans deux matières fondamentales. Nous ferons même l'expérimentation d'une matière en CC 100 % (criminologie S2, M2) face au constat de ce que les étudiants sont meilleurs en pratique (S1, M1) qu'en écrit terminal sans pratique (S1, M2).

D'autres changements résultent de la lettre de cadrage de l'établissement. Il s'agit de la réduction du nombre d'heures de cours, ce qui nous a amené à faire des arbitrages parfois difficiles, mais rendus plus faisables dans le cadre de la réduction à un seul parcours.